

## Radicalisation, entre contexte et responsabilité individuelle<sup>1</sup>

Rik Coolsaet

[L'Observatoire, 86, mars 2016]<sup>2</sup>

Le concept de « radicalisation » célèbre cette année ses douze ans. Apparu pour la première fois dans un document de travail de l'Union européenne en mai 2004, il est devenu le Saint Graal du contreterrorisme. Il fait référence à la trajectoire qu'un individu entreprend en quittant son état dit « normal » pour s'orienter vers l'acte terroriste. Mais ce processus est bien plus complexe qu'il n'y paraît à première vue.

Comme l'a fait remarquer Farhad Khosrokhavar, avant les attentats du 11 septembre la notion de radicalisation était marginale, tant dans les sciences sociales que dans les travaux sur l'extrémisme et le terrorisme<sup>3</sup>. Suite à ces attentats, une divergence de vues s'est dessinée entre les alliés transatlantiques. Les Etats-Unis ont déclaré la « guerre » au terrorisme international et ses leaders, tenus pour responsables et devenant dès lors l'objet d'une chasse à l'homme sans relâche. Les Européens ont quant à eux davantage insisté sur les « causes profondes », qu'il faudrait neutraliser afin d'éviter qu'à chaque arrestation d'un leader terroriste, un autre ne prenne tout simplement sa place. Cependant, le concept même de « causes profondes » est longtemps resté inexploré en Europe, la priorité étant tout naturellement donnée aux mesures de prévention des attentats.

Vers 2004-2005, suite à des attentats à Madrid, La Haye et Londres, les comités spécialisés de l'Union européenne ont été forcés à développer davantage leur réflexion. En effet, ces attentats n'étaient pas le fruit d'individus venus expressément de l'étranger pour perpétrer leur acte, mais bien de personnes ayant grandi en Europe et qui souvent y étaient nés. Comment en étaient-elles venues à recourir au terrorisme ? Qu'est-ce qui les attiraient dans les idéologies extrémistes et les propos des recruteurs ? En mai 2004, les comités tentèrent pour la première fois d'énumérer les facteurs pouvant expliquer le recrutement de jeunes musulmans européens par des groupes extrémistes étrangers. C'est dans ce cadre que le mot « radicalisation » fait son apparition, avec comme contenu tout simplement « colère ». C'est la première fois que ce concept était mentionné dans un document européen – et en plus une première dans le contreterrorisme européen.

En effet, dans la longue histoire du contreterrorisme européen, on prêtait jadis peu d'attention aux trajectoires individuelles. L'accent était davantage mis sur le « pourquoi » de l'émergence de terrorisme que sur le « comment » des individus en arrivaient à choisir cette voie. A titre d'exemple, la notion de « radicalisation » n'était pas ou peu évoquée dans le contreterrorisme en Irlande du Nord. Cette faible attention accordée aux trajectoires individuelles était d'ailleurs observable pour

---

<sup>1</sup> Cette contribution est basée sur : COOLSAET R., *Facing the Fourth Foreign Fighters Wave. What drives Europeans to Syria, and to IS ? Insights from the Belgian case*, Bruxelles, Institut Egmont, Egmont Paper 81, mars 2016.

<sup>2</sup> [http://www.revueobservatoire.be/spip.php?page=revue&id\\_revue=84](http://www.revueobservatoire.be/spip.php?page=revue&id_revue=84)

<sup>3</sup> KHOSROKHAVAR F., *Radicalisation*. Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2014, p. 7.

toutes les formes d'activisme, à quelques exceptions près, comme l'étude du sociologue français Yvon Bourdet<sup>4</sup>. Les travaux classiques sur le terrorisme et les efforts antiterroristes se concentraient ainsi quasi exclusivement sur le contexte qui expliquait l'émergence de violences politiques, puisqu'il était considéré comme le facteur principal motivant les individus à recourir à la violence<sup>5</sup>.

La nouveauté du concept de radicalisation explique pourquoi, en 2006, la Commission européenne a créé un Groupe d'Experts, auquel il fut demandé de fournir un état des lieux des connaissances académiques sur « la radicalisation violente ». Dans leur rapport de 2008, les experts mentionnent que le concept manque d'assises scientifiques. Ils le qualifient de plus d'intrinsèquement ambigu, à plus d'un égard. Le groupe propose dès lors de le remplacer par des notions qui sont, elles, enracinées dans les sciences sociales. « Socialisation dans l'extrémisme qui se manifeste dans le terrorisme » a été la formule proposée<sup>6</sup>.

En indiquant que, définie ainsi, la « radicalisation » est un processus connu depuis toujours et présent dans toutes les formes antérieures de terrorisme, le groupe a également voulu mettre en garde les décideurs contre tout emploi abusif, en particulier la tentation de la lier exclusivement à l'islam. Mais la notion est vite devenue incontournable, acquérant le statut de Saint Graal du contreterrorisme, en raison de son apparente simplicité, mais aussi de son ambiguïté. Elle s'est immiscée dans le discours ambiant sur l'immigration qui s'est développé depuis les années 1980, et dans le malaise autour de l'islam (et les musulmans) stimulé par les attaques du 11 septembre. La « radicalisation » permettait en effet de parler de ces questions d'une manière apparemment différente de la rhétorique des mouvements d'extrême-droite.

Le succès rencontré par la notion de « radicalisation » a cependant eu un prix. Elle a placé la responsabilité essentiellement sur l'individu, ses amis et sa famille, ainsi que sur l'idéologie, tout en diminuant significativement l'importance du contexte général qui, auparavant, était considéré comme fondamental pour appréhender et combattre le terrorisme<sup>7</sup>. De plus, et comme l'avait craint le Groupe d'Experts européen, elle a (quasi) exclusivement été appliquée à l'islam et aux musulmans. L'islam a en effet été considéré comme l'unique et la seule « cause profonde » de la radicalisation et du terrorisme. Ce qui eut comme effet de renforcer, dans les populations européennes, la polarisation sur la soi-disant incompatibilité entre islam et valeurs européennes. Du coup, une partie de la population « s'est vue renvoyée à son origine, à son apparence, à sa culture, à sa religion, comme si elle était à part, mise à l'écart, à distance et en défiance »<sup>8</sup>.

Malgré tous les efforts, au sein du monde académique et des forces de police et de renseignement, on n'est jamais parvenu à développer un instrument qui pourrait déterminer si oui ou non la radicalisation au sein d'une société s'accroît ou au contraire se tasse.

La kyrielle d'études sur la radicalisation produites depuis 2004 a néanmoins donné quelques résultats fort utiles. Nous déchiffrons maintenant mieux les trajectoires individuelles. La radicalisation est en

<sup>4</sup> BOURDET Y., *Qu'est-ce qui fait courir les militants?*, Paris, Stock, 1976.

<sup>5</sup> CRENSHAW M., "The Causes of Terrorism", in: *Comparative Politics*, 1981, 13:4, pp. 379–399.

<sup>6</sup> *Radicalisation Processes Leading to Acts of Terrorism*, a concise Report prepared by the European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation (15 mai 2008).

<sup>7</sup> SEDGWICK M., "The Concept of Radicalization as a Source of Confusion", in: *Terrorism and Political Violence*, 2010, 22: 4, pp. 480–481.

<sup>8</sup> PLENEL E., *Pour les musulmans*, Paris, La Découverte, 2014, p. 21.

effet avant tout un processus de socialisation dans lequel la dynamique de groupe (amis, famille) est bien plus importante que l'idéologie. Ces études nous ont fourni une compréhension plus détaillée des étapes de ce processus de socialisation. Avant d'en arriver à la violence, certaines étapes sont en effet franchies, plus ou moins progressivement, et généralement à travers une dynamique de groupe (de véritables « loups solitaires » comme Anders Breivik étant très rares). Au départ, il y a des sentiments de frustration, d'injustice, de mécontentement. Ces sentiments sont ensuite intériorisés, ce qui conduit à une séparation mentale de la société, considérée comme seule responsable. Subséquemment, les individus recherchent confirmation auprès d'autres personnes, qui partagent les mêmes sentiments. Ainsi se crée un *"in-group"*, où la loyauté envers l'ensemble solidifie les liens internes. A l'intérieur d'un tel groupe, les sentiments personnels d'origine se politisent (« qu'allons-nous faire pour réagir ? »). La pensée de groupe (*"groupthink"*)<sup>9</sup> écarte graduellement toutes les objections éventuelles à la pensée unique qui commence à se cristalliser. Si cette dernière s'oriente dans une voie extrémiste, voire violente, les membres ont – en principe – le choix soit d'y adhérer, soit de quitter le groupe. Mais la dynamique de groupe, et surtout le besoin qu'éprouvent les membres de maintenir les liens créés dans ce processus, rend ce choix généralement aléatoire. A ce stade, l'idéologie – qui n'est généralement pas à l'origine du processus – commence à jouer un rôle bien spécifique : contribuer à déshumaniser l'*out-group*, c'est-à-dire le reste de la société et dès lors à transformer des innocents (qui ne portent aucune responsabilité personnelle dans les sentiments de frustration et d'injustice à l'origine du processus) en complices coupables.

Dans ce processus de socialisation dans l'extrémisme, ce n'est donc pas le narratif (à savoir, l'idéologie) qui pousse un individu dans le terrorisme, mais le contexte et la dynamique de groupe. Il n'y a en effet aucun automatisme entre l'acquisition d'idées dites radicales et le choix délibéré de recourir à des actes terroristes. Les premières ne sont pas l'antichambre des secondes. Et pourtant, les stratégies de déradicalisation sont presque toujours basées sur cette thèse, comme en témoigne le point de vue du premier ministre belge Charles Michel : « On se trompe en cherchant des causes sociales à ce qui n'est rien d'autre qu'une idéologie fanatique qui veut imposer par la violence extrême sa vision obscurantiste. »<sup>10</sup>

## COMBATTANTS ÉTRANGERS ET RADICALISATION

L'accord du gouvernement Michel d'octobre 2014 mentionne que : « La protection de l'Etat de droit démocratique et la sécurité de nos citoyens constituent une priorité absolue pour le gouvernement. Aujourd'hui, elle se trouve sous la pression de la menace croissante de la radicalisation et du terrorisme. » Mais il se garde bien de définir sur quelle base a pu être déterminé qu'il y a un accroissement de radicalisation – sauf à se référer au nombre de Belges partis pour la Syrie.

Mais la « radicalisation » explique-t-elle vraiment le phénomène des combattants étrangers d'aujourd'hui ?

Qu'est-ce qui pousse des jeunes Belges vers la Syrie et vers le groupe le plus brutal et violent, Daesh ? L'actuelle génération de candidats combattants étrangers se compare difficilement à leurs

<sup>9</sup> Concept sociologique qui décrit une dynamique dans un groupe, qui tend à marginaliser des idées alternatives au profit d'une idée dominante.

<sup>10</sup> Charles Michel cité dans *Le Monde*, 1<sup>er</sup> février 2016.

ainés, partis dès les années 80 vers l’Afghanistan, la Bosnie, l’Irak et d’autres théâtres de guerre. Tout d’abord, leur âge moyen est maintenant nettement inférieur. Auparavant, l’âge moyen était de 27 ans, tandis qu’à présent l’âge caractéristique se situe entre 20 et 24 ans (même en tenant compte du fait qu’un tiers des belges partis pour la Syrie ont 30 ans ou plus). Des jeunes candidats au départ de 15-18 ans sont malheureusement loin d’être des exceptions en Europe.

Ensuite, comparé aux générations antérieures de combattants étrangers, leur bagage politique et religieux est souvent fort léger. Pour Alain Grignard, islamologue, chargé de cours à l’université de Liège, et commissaire à la division antiterrorisme de la police fédérale belge, la différence avec leurs prédécesseurs est patente :

« Auparavant, nous avons surtout affaire à des “islamistes radicaux” – des individus qui étaient poussés vers la violence par une interprétation extrémiste de l’Islam – mais maintenant nous sommes de plus en plus face à ce que l’on pourrait décrire des “radicaux islamisés”. »<sup>11</sup>

Une fois arrivés en Syrie et en Irak, ils se montrent en outre très égocentriques et conscients de l’image qu’ils veulent afficher. Leur désir de se placer au centre des événements (avec de nombreux *selfies* et *tweets* dans un langage-jeune sur des thèmes d’adolescents) et d’attirer l’attention reflètent un degré de narcissisme qui était largement absent parmi leurs prédécesseurs.

De plus, leur décision de partir est souvent le résultat d’un empressement, plutôt que d’une décision mûrement réfléchie. Des dynamiques de groupe jouent un rôle crucial, car ces jeunes se connaissent et s’influencent les uns les autres à l’école, dans les parcs publics, des clubs de sports, bref, leurs lieux de vie quotidiens. Mais leur décision de rejoindre la Syrie n’est plus lié à ce processus de radicalisation plus ou moins long, comme ce fut typiquement le cas des générations antérieures de combattants étrangers et fut tant étudié depuis 2004. Elle est par contre généralement une réponse plus-ou-moins impulsive aux défis quotidiens du milieu et des quartiers où ils sont nés et ont grandi et avec lequel ils cherchent à rompre.

Pour une partie des candidats au départ, rejoindre Daesh est en effet le passage à une autre forme de comportement déviant, à côté d’une appartenance à des gangs, des émeutes de rue, de trafic de drogue, la délinquance juvénile ou d’autres comportements déviants<sup>12</sup>. Mais rejoindre Daesh ajoute une dimension aguichante à leur mode de vie – en fait les transformant de délinquants sans avenir en moudjahidines avec une cause.

Mais les candidats au départ ne sont pas tous connus de la police pour un comportement déviant. Une partie des partants européens ne semblait en rien se distinguer. Ceux-ci font par contre souvent référence à une absence d’avenir, à des difficultés personnelles auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne, à des sentiments d’exclusion et d’absence d’appartenance, comme s’ils ne disposaient pas d’un enjeu de société. Souvent aussi, ils sont solitaires, des adolescents isolés, en désaccord avec la famille et les amis, à la recherche d’une appartenance et d’une cause à rejoindre. À un certain moment, la succession de ces ruptures se transforme en colère et en quête d’une échappatoire à cette vie sans perspective.

<sup>11</sup> CRUICKSHANK P., “A view from the CT foxhole: An interview with Alain Grignard, Brussels Federal Police”, in *CTC Sentinel*, 21 août 2015. Disponible sur : [www.ctc.usma.edu/posts/a-view-from-the-ct-foxhole-an-interview-with-alain-grignard-brussels-federal-police](http://www.ctc.usma.edu/posts/a-view-from-the-ct-foxhole-an-interview-with-alain-grignard-brussels-federal-police).

<sup>12</sup> Voir à ce sujet: *La Libre*, 14 août 2015.

Bien que différents dans leurs motivations, les deux groupes partagent certaines caractéristiques communes qui, prises ensemble, constituent la « culture jeune » dans laquelle la force d'attraction de Daesh trouve un terreau fertile. Tout d'abord, la religion n'y joue qu'un rôle mineur. Europol a fini par souscrire à la thèse que la religion n'est plus un élément-clé dans la radicalisation et va jusqu'à préférer abandonner le concept même de « radicalisation » :

“Compte tenu de diminution de la composante religieuse dans la radicalisation, en particulier parmi les jeunes recrues, il peut être plus exact de parler d'une 'tendance sociale de type extrémisme violent' plutôt que d'utiliser le terme 'radicalisation'.”<sup>13</sup>

Un second trait commun est le sentiment largement partagé parmi les candidats au départ, que leur vie n'offre pas de perspectives. Le “no future” apparaît comme un élément crucial de cette culture jeune qui pousse au départ vers la Syrie. Le moteur principal est le vécu d'une partie de la jeunesse, qui a le sentiment que leur avenir ne leur appartient pas, qu'ils ne sont ni souhaités, ni acceptés, ni respectés. Fragilité, frustration, une perception d'iniquité et le sentiment qu'en partant pour la Syrie, ils n'ont rien à perdre et tout à gagner, animent l'ensemble des partants.

Troisièmement, comme le chercheur français Olivier Roy le soutient également<sup>14</sup>, cette culture jeune est aussi le résultat d'une révolte générationnelle, contre leurs parents, contre la société et contre les autorités. Jusqu'à un certain point, les mêmes mécanismes étaient en jeu lors des mouvements de contestation dans les années 1960 et les années 1970.

Mais la société d'aujourd'hui contraste nettement avec la société de l'époque. Pour les jeunes partis de France, Marc Trévidic a fait le même constat pour le contingent belge en juin 2015, lors de son départ du pôle antiterroriste après quinze années de travail dans le domaine :

"Ceux qui partent faire le jihad agissent ainsi à 90 % pour des motifs personnels : pour en découdre, pour l'aventure, pour se venger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans la société... Et à 10 % seulement pour des convictions religieuses: l'islam radical. La religion n'est pas le moteur de ce mouvement et c'est ce qui en fait sa force. C'est pour cette même raison que placer la déradicalisation sous ce seul filtre ne pourra pas fonctionner."<sup>15</sup>

L'écrivain français Erik Orsenna, juste après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher de Vincennes, a pointé le véritable enjeu en évoquant « le terreau de désespérance ». C'était exactement le même sentiment que Latifa Ibn Ziaten, la mère d'un des soldats tués par Mohamed Merah en 2012, avait recueilli dans les écoles de quartiers difficiles: « un sentiment d'abandon »<sup>16</sup>. Suite à l'assassinat de son fils, elle a commencé à plaider passionnément auprès des jeunes afin qu'ils se réconcilient « avec le pays qui [les] a vu naître (et qui) est [leur] patrie ». Mais, en même temps, elle s'adresse également à la France : « La dignité : voilà la chose la plus importante que vous oubliez

<sup>13</sup> *Changes in modus operandi of Islamic State terrorist attacks. Review held by experts from Member States and Europol on 29 November and 1 December 2015.* La Haye, Europol, 18 janvier 2016. ([www.europol.europa.eu/content/ectc](http://www.europol.europa.eu/content/ectc)).

<sup>14</sup> ROY O., « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste' », *Le Monde*, 24 November 2015

<sup>15</sup> *Le Télégramme*, 25 juin 2015. [www.letelegramme.fr/bretagne/le-juge-trevidic-la-religion-n-est-pas-le-moteur-du-jihad-27-06-2015-10682946.php](http://www.letelegramme.fr/bretagne/le-juge-trevidic-la-religion-n-est-pas-le-moteur-du-jihad-27-06-2015-10682946.php).

<sup>16</sup> [www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/le-message-de-paix-de-latifa-ibn-ziaten\\_826641.html](http://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/le-message-de-paix-de-latifa-ibn-ziaten_826641.html).

de donner à ces jeunes, Marianne. (...) Oui, Marianne, vous devriez prendre soin de tous vos enfants sans exception. »<sup>17</sup>

Mais la voie que ces jeunes empruntent les amène non seulement à l'extrémisme et à la violence terroriste, mais engendre également une conséquence fâcheuse dans leur pays d'origine en renforçant l'animosité contre l'islam, contre les musulmans et contre les migrants en général – précisément une des raisons qui les ont poussés à partir.

Si le terreau fertile est connu, qu'est-ce qui explique le succès de Daesh ? Outre la proximité géographique et la relative facilité d'accès ainsi qu'une campagne de propagande incessante sur les réseaux sociaux, la force d'attraction de la Syrie et de Daesh en particulier tient dans l'offre qu'ils présentent aux candidats au départ. A chaque motivation personnelle, Daesh offre une issue: perspective d'avenir, fraternité, respect, reconnaissance, aventure, héroïsme, un sens à la vie. Il offre une alternative à la drogue et la petite criminalité, et une société alternative avec des règles claires, simples et absolues. Il promet également des avantages matériels tels qu'un un salaire et une villa avec piscine. Il propose, à ceux qui le rejoignent, puissance et pouvoir absolus sur les autres (qu'ils soient yézidis, chrétiens, chiites ou sunnites), et même sadisme au nom d'un idéal suprême. Tout ceci est d'autant plus attrayant que ces réponses aux attentes peuvent être appliquées instantanément dans le califat créé par Daesh. Même al-Qaïda d'Oussama Ben Laden n'a jamais pu promettre de telles perspectives à portée de main.

La fracture entre la société et une partie de la jeunesse – qui constitue le contexte à la base des motivations personnelles des candidats au départ – n'est que très peu prise en compte dans l'élaboration des stratégies de prévention. Placer tous les espoirs dans des programmes de déradicalisation s'avérera vain, dès lors que la "radicalisation" ne se produit pas dans un vide, mais dans un contexte, le contexte de fracture que nous avons décrit plus haut. En 1849, confronté à l'urgence de la question sociale, Victor Hugo affirma à l'Assemblée nationale : « Comment veut-on guérir le mal si l'on ne sonde pas les plaies ? »<sup>18</sup> L'enjeu est exactement le même aujourd'hui.

---

<sup>17</sup> IBN ZIATEN L., *Mort pour la France*, Paris, Flammarion, 2013, pp. 186 et 205-206.

<sup>18</sup> Cité dans PLENEL E., *op.cit.*, p. 19.